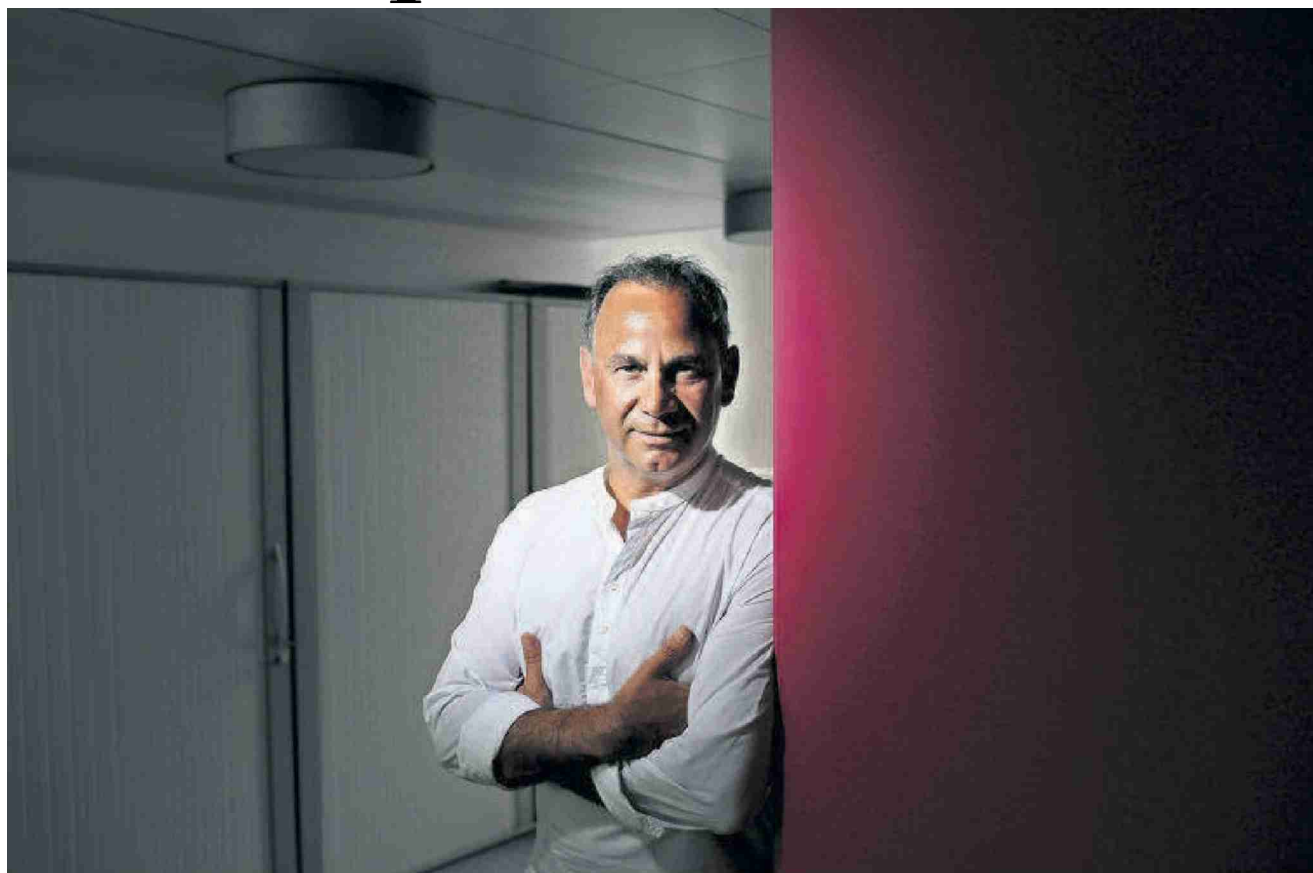




Première

Le parcours de djihadistes suisses passé au crible



Frédéric Esposito a dirigé le mémoire consacré aux djihadistes suisses réalisé par un analyste à l'Office fédéral de la police.

Une étude menée aux Universités de Genève et Berne révèle les trajectoires de vie de dix personnes revenues de Syrie

C'est un travail académique unique en son genre. Il a pu voir le jour à la suite de longues négociations avec différentes autorités, en raison de la matière sensible traitée: les procédures judiciaires de djihadistes suisses, dont certaines sont en cours. Intitulé «Combattants terroristes étrangers - analyse des motivations individuelles des djihadistes suisses», le mémoire de master

d'un étudiant en sciences politiques à Berne, Florent Bielmann, également analyste à l'Office fédéral de la police (fedpol), dresse un tableau des critères de la radicalisation violente. De quoi remettre en question certaines idées reçues. Comme il ne souhaite pas s'exprimer dans les médias, parole à son directeur de mémoire, Frédéric Esposito, politologue au Global



Studies Institute et directeur de l'Observatoire universitaire de la sécurité à l'Université de Genève.

Objet de l'étude? Les dix djihadistes suisses revenus d'une zone de combat ces deux dernières années, sur les 77 départs recensés entre 2001 et 2016 par le Service de renseignement de la Confédération. «L'échantillon est réduit, reconnaît Frédéric Esposito, en raison du caractère récent du phénomène en Suisse, mais il est compensé par un point fort.» L'étudiant a obtenu l'intégralité des dix procès-verbaux au Ministère public de la Confédération. «Cela représente un volume considérable de milliers de pages, qu'il a pu décortiquer en détail. L'approche qualitative représente tout l'intérêt de ce mémoire, car aucun chercheur en Suisse ni même en Europe n'a pu jusqu'à présent avoir accès à ce matériel.»

Faible niveau d'éducation

Les profils des djihadistes peuvent surprendre. Ces neuf hommes et une femme, dont la moyenne d'âge est de 24 ans, tous de nationalité suisse - quatre sont binationaux -, établis pour moitié en Suisse romande et pour l'autre en territoire alémanique, ont un faible niveau d'éducation. Un seul dispose d'une formation supérieure. Parmi eux, neuf se trouvent sans activité professionnelle. «Je pensais que les djihadistes suisses disposeraient d'un niveau socio-culturel plus élevé, mais nous avons surtout affaire à des personnes en rupture», s'étonne Frédéric Esposito.

Disséqués, parfois interprétés il est vrai, les propos des djihadistes ont été classés dans six catégories. La dimension biographique révèle un élément saillant: «Tous ont rencontré des personnes radicalisées, dans leur environnement réel, qui

les ont motivés, encadrés, recrutés. Ce ne sont pas des loups solitaires.» Une majeure partie d'entre eux ont subi «un échec lié à un traumatisme personnel, ont fréquenté une mosquée et ont été membre d'un groupe en lien avec l'islam auquel ils se sont identifiés». Sept sur dix traînent un passé criminel ou ont fait l'objet de poursuites.

La volonté de changer de vie et de voir son avenir en Syrie ou en Irak imprègne six de ces jeunes. «Cela conforte l'idée que Daech, organisé comme un Etat fédéral bien réel, véhicule un projet radical politique et sociétal, autant que religieux, qui répond à des attentes.» Cet engagement rationnel a de quoi déranger. «Il est très difficile de reconnaître que certains rejettent les valeurs démocratiques. C'est le signe d'un échec politique», pointe Frédéric Esposito.

Sous l'angle psychologique, l'étude montre que beaucoup manquent de sens des responsabilités, estiment que l'Etat n'en a pas fait assez pour eux. Ils l'expriment par des propos violents. Un traumatisme familial a marqué quatre personnes sur dix. Il ressort également que la maladie, comme la schizophrénie, des troubles de la personnalité ou des addictions touchent sept jeunes.

Leur profil socio-économique est fortement marqué par l'échec, mais pas seulement. «Dans l'intégralité des cas, le phénomène de mobilité sociale est limité. Ces jeunes ont le sentiment de ne pas faire partie de la société, sans pour autant quitter le lieu de leur frustration.» Concrètement, relève le directeur de mémoire, «si un jeune se sent exister dans un groupe radicalisé fréquentant une mosquée, il va s'isoler de la société et paradoxalement se projeter dans une réa-

lité à des milliers de kilomètres d'ici».

Concernant la religion, parmi les dix musulmans, sept sont convertis. «Le groupe religieux auquel ils appartiennent prône le rejet de

l'autre, y compris des musulmans.» Le côté sectaire ressort pour la moitié d'entre eux. Plus inquiétant, la plupart veulent accomplir le djihad armé. «Ils ne font pas de différence entre mener le combat en Syrie ou en Suisse, contrairement à ce que beaucoup pensent.»

Fort sentiment d'injustice

Sur le plan politique, le sentiment d'injustice, la colère, l'idéalisme animent huit jeunes sur dix, lesquels ont développé une aversion envers l'Etat. L'idée d'une société corrompue qui promeut des valeurs incompatibles avec l'islam en convainc sept sur dix. Les théories conspirationnistes inspirent la moitié d'entre eux. Et le départ pour motivation humanitaire est souvent un moteur.

Autre aspect central: l'influence d'Internet. «Le recrutement et l'embrigadement ne se réalisent pas sur le Web mais, dans neuf cas sur dix, celui-ci joue un rôle fondamental de catalyseur du projet politique et religieux de Daech», souligne le politologue.

Ce mémoire identifie des ressorts du djihadisme suisse en se gardant bien d'établir un portrait type. «Le but de cette recherche n'est pas de dresser une typologie des radicalisés en Suisse, mais d'identifier des parcours de vie. Ce n'est qu'une première étape qui, j'espère, se poursuivra à travers l'analyse d'autres cas suisses et une mise en perspective européenne», conclut Frédéric Esposito. Il souhaiterait même que «cette grille d'analyse alimente d'autres recherches, en France, en Belgique, pour améliorer la compréhension du



phénomène djihadiste en Europe».

Soutenance ce mardi à 14 h 15
au Global Studies Institute, à Genève.
Colloque international «Les villes face
à la menace terroriste», à Uni Bastions
les 13 et 14 juin.

Sophie Roselli

Cinq enseignements sont à tirer

● Comment cette étude sociologique sur les djihadistes suisses, unique en son genre, peut-elle être exploitée? «Elle aide à comprendre le phénomène de radicalisation en Suisse, mais ne va pas permettre de déceler des cas», prévient Frédéric Esposito, directeur du mémoire et professeur au Global Studies Institute. A voir si les autorités cantonales ou fédérales s'en inspireront pour améliorer leurs propres indicateurs. «Il est essentiel que ce travail se poursuive afin d'affiner le cadre d'analyse, mais aussi d'envisager une nouvelle forme de collaboration entre les universités suisses et la Confédération dans le but d'améliorer la compréhension et

donc la prévention du phénomène djihadiste.»

Sur la base du mémoire, il tire cinq enseignements. «La plupart des Suisses radicalisés ont été embrigadés par des personnes dans leur quartier et non sur Internet. Les autorités locales doivent donc renforcer leur rôle en matière de renseignement et de lutte contre la radicalisation», estime-t-il. Comment? En rassemblant davantage d'acteurs locaux pour partager les expériences et gagner en efficacité. «La spécificité multifactorielle du radicalisme violent oblige les acteurs à travailler de façon systématique, en cercle.» Les policiers seuls ne peuvent pas tout. Travailleurs sociaux, spécialistes des croyances,

psychologues, mais aussi imams doivent être partie prenante.

Le recrutement des jeunes se réalise dans le monde bien réel, contrairement aux idées reçues. «Pour les services de renseignement, rien ne vaut les contacts humains, qu'il faut renforcer.» Le politologue genevois souligne aussi l'importance de «la coopération intercantonale et avec la Confédération». Avec un «Office fédéral de la police renforcé, tenant un véritable rôle de chef d'orchestre, pour uniformiser les pratiques».

Enfin, pour lutter contre la radicalisation, l'éducation reste un outil indispensable. «L'école doit être capable d'éduquer sur le rôle démocratique d'Internet et ses risques.» **S.R.**